

Pôle Protection des Populations
140 avenue Marcel Unal
BP 730 Cedex
82013 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 16/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



INCINERIS

2 avenue Halley
59650 VILLENEUVE D ASCQ

Références : R-SPAE 2022 02232
Code AIOT : 0058200054

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2022 dans l'établissement INCINERIS implanté BARRES 82100 CASTELSARRASIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INCINERIS
- BARRES 82100 CASTELSARRASIN
- Code AIOT : 0058200054
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation d'incinération de cadavres d'animaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification des émissions de rejets atmosphériques
- Sécurité incendie.
- Gestion des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Conditions de réception et de stockage des cadavres.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10 > II.	/	Sans objet
11	prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 17/06/2008, article 6.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accessibilité.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6	/	Sans objet
2	Dispositions constructives.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7	/	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8	/	Sans objet
4	Conditions de réception et de stockage des cadavres.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10 > I.	/	Sans objet
6	Odeurs.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	/	Sans objet
7	Vitesse d'éjection des gaz.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	/	Sans objet
8	Valeurs limites.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 21	/	Sans objet
9	Valeurs limites.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 26	/	Sans objet
10	prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 17/06/2008, article 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

2 anomalies mineures que l'exploitant s'est engagé à régulariser rapidement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accessibilité.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, .
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : L'entrée de l'installation ainsi que les voies de circulations sont libres d'accès.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositions constructives.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, .
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant affiche dans les locaux susceptibles d'être à l'origine d'un incendie des consignes de sécurité afin de prévenir ces incendies, ainsi que les procédures à suivre en cas d'incendie et les modalités d'alerte des services de secours. La vanne de coupure d'urgence de l'arrivée du combustible est signalée par des plaques indiquant sa position à l'extérieur du bâtiment. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Les consignes de sécurité sont affichées
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, .
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques.L'installation comprend des extincteurs répartis dans les lieux présentant des risques spécifiques, et à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.L'installation est dotée d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :- des poteaux, bouches d'incendie ou prises d'eau normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;- des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. Le ou les points d'eau incendie se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours).
Constats : Présence d'extincteurs dans les lieux présentant des risques spécifiques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conditions de réception et de stockage des cadavres.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, .
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour chaque cadavre ou pour chaque lot livré, l'exploitant enregistre et conserve pendant deux ans les informations suivantes, qu'il peut enregistrer sur le document commercial ou le certificat sanitaire prévus par les règlements susvisés :- la date de réception ;- la date d'incinération ;- le poids du cadavre ou du lot.
Constats : La traçabilité des cadavres est rigoureuse : date de réception, date d'incinération, poids de l'animal sont enregistrés
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conditions de réception et de stockage des cadavres.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, .
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Si les cadavres ne peuvent pas être incinérés dès leur arrivée, ils sont immédiatement stockés en chambre froide. Excepté en cas de soins mortuaires, les cadavres sont sortis de la chambre froide au maximum une heure avant leur incinération. Les chambres froides à température positive maintiennent en permanence une température inférieure à 5 °C. La durée de conservation des cadavres dans ces conditions ne peut excéder 48 heures. Les chambres froides à température négative maintiennent en permanence une température inférieure à - 14 °C. La durée de conservation des cadavres dans ces conditions ne peut excéder un mois, sauf en cas de procédure d'expertise pour une assurance. La température de chaque chambre froide est enregistrée en continu. Les données enregistrées sont facilement consultables et archivées pendant une période minimale d'un an. Un dispositif d'alarme est mis en place permettant de constater tout dysfonctionnement du système frigorifique et toute anomalie de température. Le dispositif d'alarme est mis en place de manière à ce qu'un responsable techniquement compétent puisse être alerté et intervenir en moins de 8 heures sur les lieux en toute circonstance.
Constats : La chambre froide à température négative présente une température non conforme (-12°C)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Odeurs.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, .
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La dispersion des odeurs issues des opérations de réception et de stockage des cadavres est limitée :- en assurant la fermeture permanente des locaux d'entreposage et de stockage des cadavres en dehors des mouvements de personnes ou de véhicules ;- en effectuant un nettoyage et une désinfection appropriés des locaux ;- en exploitant et entretenant les aires de réception des cadavres de façon à limiter les dégagements d'odeurs à proximité de l'établissement. Ces aires sont étanches et aménagées de telle sorte que les écoulements de liquides en provenance des cadavres ne puissent pas rejoindre directement le milieu naturel et soient collectés et traités conformément aux dispositions du présent arrêté.
Constats : L'inspection n'a pas relevé d'odeur susceptible de créer des nuisances au voisinage
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Vitesse d'éjection des gaz.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, .
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La vitesse d'éjection des gaz en marche continue nominale est d'au moins égale à 8 m/s.
Constats : Pour les analyses observées, la vitesse d'éjection des gaz est conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Valeurs limites.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, .
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau de l'article 26. Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une heure. Les concentrations en polluants sont exprimées en milligramme(s) ou nanogramme(s) par mètre cube rapportées aux conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec) pour une teneur en oxygène des gaz résiduels de 11 %. Chaque cheminée comporte un moyen de prélèvement d'échantillons d'effluents gazeux. Les modalités opératoires décrites par la norme NF X 44-052 (version mai 2002) sont réputées garantir le respect des exigences de prélèvement des échantillons prévues par cet arrêté.
Constats : L'examen des derniers résultats du rejet des effluents gazeux ne montre pas de dépassement sur tous les paramètres imposés
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Valeurs limites.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, .
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Polluants Valeur limite d'émission à chaque cheminée pour les installations d'une capacité de moins de 10 tonnes par jour pour les installations d'une capacité supérieure à 10 tonnes par jour (1) poussières totales (mg/Nm ³) 100 10 monoxyde de carbone (mg/Nm ³) 100 150 (pour les installations de faible capacité) 25 composés organiques volatils non méthaniques (mg/Nm ³) 20 40 (pour les installations de faible capacité) 10 oxydes d'azote (mg/Nm ³) 500 175 chlorure d'hydrogène (mg/Nm ³) 100 10 dioxyde de soufre (mg/Nm ³) 300 30 total des métaux lourds (antimoine + arsenic + chrome + cobalt + cuivre + manganèse + nickel + plomb + vanadium) mg/Nm ³ 350,5 cadmium + thallium (mg/Nm ³) 0,05 mercure (mg/Nm ³) 0,05 dioxines et furanes (2) (ng/Nm ³) 0,10, 1 ammoniac (mg/Nm ³) 10 (1) Les valeurs à prendre en compte pour les installations d'une capacité supérieure à 10 tonnes par jour sont définies conformément aux meilleures techniques disponibles relatives au traitement par incinération des sous-produits animaux décrites dans le BREF abattoirs et équarrissage (mai 2005). (2) Pour déterminer la concentration totale en dioxines et furanes comme la somme des concentrations en dioxines et furanes, il convient, avant de les additionner, de multiplier les concentrations massiques des dibenzoparadioxines et dibenzofuranes par les facteurs d'équivalence tels que précisés à la partie 2 de l'annexe VI de la directive 2010/75 susvisée, en utilisant le concept d'équivalent toxique. Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements réalisés sur une période d'échantillonnage de six à huit heures. Pour les installations de faible capacité, cette période est réduite à deux heures lorsque le four ne fonctionne pas plus de deux heures d'affilée.
Constats : L'inspection n'a pas relevé de résultat non conforme sur les derniers résultats d'analyses des rejets atmosphériques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2008, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, .
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : eaux pluviales
Constats : Le contrôle inopiné du rejet des eaux pluviales demandé par l'inspection est reporté en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2008, article 6.5
Thème(s) : Risques chroniques, .
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : DASRI
Constats : L'intégration de la rubrique 2718 de la nomenclature et son arrêté d'application doivent être signalés à la préfecture
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

